

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO

Maison de santé des femmes et maison des parents - Attribution de subvention au Centre hospitalier Universitaire de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le plan Interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes de mars 2023 prévoit que chaque département soit doté d'une Maison des Femmes d'ici fin 2024. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier a décidé de porter ce projet.

La Maison des Femmes de Montpellier sera un lieu de soins spécifiques dédié à l'accueil, à l'orientation et à la prise en charge des femmes vulnérables notamment victimes de violences conjugales, intra-familiales, sexuelles et psychologiques, ainsi que de mutilations sexuelles. Elle permettra d'apporter des soins (urgents et non urgents) aux femmes victimes de toutes formes de violences et offrira un « *au-delà du soin* » qui intègre l'aide psychologique, la recherche d'hébergement, un guide pour ses droits, une assistance juridique, la restauration de la dignité, le suivi à moyen et court terme de la victime. Cette Maison des Femmes, dénommée *Agnès-McLaren*, à la mémoire de la première médecin femme diplômée par la faculté de Montpellier, s'installera au sein d'une villa de 200 m², située avenue de La Pompignane, propriété du CHU. Elle sera ouverte au début de l'été 2024.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, Monsieur le Procureur de la République et les forces de sécurité, partenaires naturels dans la prise en charge des violences faites aux femmes, soutiennent ce projet. La Ville de Montpellier, particulièrement investie dans sa politique volontariste visant à favoriser l'égalité entre les

femmes et les hommes et la lutte contre les femmes victimes de violences, souhaite soutenir pleinement ce projet en participant à son cofinancement.

Le second projet porté par le CHU est une **Maison des Parents** qui va permettre aux familles habitant loin de Montpellier et qui ont un enfant hospitalisé dans les services de pédiatrie du CHU de Montpellier, d'accéder à un hébergement, à tarif encadré grâce à un conventionnement avec la CARSAT. La Maison des Parents du CHU offrira 10 chambres, dont 2 accessibles PMR et 1 suite familiale, des espaces de vie communs pour se retrouver et échanger, un espace de co-working pour les parents souhaitant continuer d'exercer leur profession en restant au plus près de leur enfant. La Maison des Parents sera située sur le site de Bellevue dans le quartier du Plan des 4 Seigneurs, à proximité des hôpitaux.

Le projet est porté par le Fonds Guilhem (mécènes privés, entreprises et particuliers). Elle sera administrée par la Maison d'Accueil Hospitalière la Pasquière qui a répondu à un appel à manifestation d'intérêt en 2023 et son ouverture est fixée au 1^{er} septembre 2024. Soutenir les actions qui favorisent le lien parents-enfants, et particulièrement dans des situations aussi difficiles qu'est l'hospitalisation d'un enfant, s'inscrit également dans la politique de soutien aux familles que porte la Ville. Par conséquent, la Ville souhaite participer au cofinancement de ce projet.

Il est donc proposé d'attribuer respectivement aux deux projets des subventions telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier	00005267	Projet / Investissement Maison des femmes Agnes-McLaren	50 000 €
	00005347	Projet / Investissement Maison des Parents	7 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- VILLE - Convention Investissement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20240711-271935-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture : 19/07/24

Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 2024 ;

Et :

La structure bénéficiaire ASSOCIATION ... représentée par M/Mme , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le../../ ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ASSOCIATION a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet « REFECTION / MISE AUX NORMES / ACHATS d'.. »

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à ... € TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de valorisation du patrimoine et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention,

.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ASSOCIATION... une subvention d'un montant de ... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépense relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépense correspondent à la copie des devis et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement et ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 à 2 sont obligatoires avant tout premier versement :

- ☐ Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original
- ☐ Pièce n°2 : Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Le solde de 10% de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier de chacune des pièces suivantes:

- ☐ Pièce n°3: Les comptes 2023 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation de l'équipement,
- ☐ Pièce n°6: une copie des factures acquittées avec la mention « payée » et la signature du (de la) Président(e)
- ☐ Pièce n°7 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées à l'investissement.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ASSOCIATION... s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;

- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9: Modification de destination et transfert de propriété

La structure bénéficiaire s'engage à maintenir la destination géographique et l'utilisation sur la durée maximale autorisée pour l'amortissement comptable de l'investissement correspondant, conformément au Plan Comptable Général et autres textes en vigueur.

Si le bénéficiaire envisage :

- de modifier la destination où l'utilisation initiale du bien acquis à l'aide de la présente subvention, il doit en aviser préalablement la Ville pour recueillir son accord ;
- de transférer la propriété des biens subventionnés par la présente convention, il doit obtenir l'accord préalable de la Ville. Les biens subventionnés pourront ainsi changer de propriétaire, dans les conditions qui auront été définies avec la Ville.

Article 10: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Dans les cas suivants, la structure reversera à la Ville le montant (théoriquement ou réellement) non encore amorti des dépenses couvertes par la présente subvention d'équipement, sur la base de la durée maximale d'amortissement comptable tenant compte de la durée normale d'utilisation du bien ou fournie à titre indicatif par l'administration fiscale :

- Si la structure ne maintient pas la destination géographique des biens subventionnés ou leur utilisation en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention ;
- Si la structure revend tout ou partie des biens financés par cette présente convention en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention

- En cas de dissolution de la structure à son initiative avant que le bien ne soit totalement amorti.

Article 11: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain. Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.